

L'Offensive du Proletariat français

Dans les trois grands pays de « l'Entente », France, Angleterre et Italie, le mouvement ouvrier suivit, après l'armistice, une marche tout à fait parallèle. Dans les trois pays, la classe ouvrière compte sur la Révolution, elle s'y prépare, mais les chefs ouvriers ont peur de la Révolution. Ils font tout pour retenir les masses prolétariennes. Celles-ci finissent cependant par déborder leurs cadres et forcer l'action. C'est alors en France la grève générale de mai 1920, en Italie l'occupation des usines, en Angleterre la grève des mineurs.

Mais les chefs n'ont pas cessé d'avoir peur ; ils veulent à tout prix empêcher la Révolution ; ils obligent les ouvriers italiens à abandonner les usines, ils brisent la Triple Alliance britannique en refusant aux mineurs l'aide des cheminots, ils laissent s'éteindre dans la lassitude la grève française.

C'est la défaite. La classe ouvrière perd confiance en elle-même. La bourgeoisie, au contraire, reprend courage. Le patronat attaque. C'est l'allongement de la journée de travail et l'abaissement des salaires.

Cependant en France la dépression de la classe ouvrière est moindre qu'en Angleterre et en Italie.

A la différence de l'Angleterre et de l'Italie, le Français n'a point le respect fétichiste de l'organisation. Il compte plus que sur tout sur sa capacité individuelle de débrouillage.

La faillite de la trade-union, dans laquelle il est entré moyennant le paiement de la forte somme, à laquelle il continue de verser chaque mois une part relativement importante de son gain, de la trade-union qui l'enserme dans ses règlements, ses traditions corporatives, et souvent ses institutions de mutualité, cette faillite-là laisse l'ouvrier britannique désespéré.

La lâcheté du Parti Socialiste et de la C.G.T. italienne qu'il est habitué à considérer depuis les débuts de la guerre mondiale comme ses guides intellectuels et ses directeurs spirituels laisse l'ouvrier italien désorienté.

L'ouvrier français, lui, se contente de quitter le syndicat auquel il avait adhéré en masse au lendemain de l'armistice, mais cela ne fait que le replacer dans sa position traditionnelle d'ouvrier non organisé, non cotisant, habitué à se défendre la plupart du temps seul, et qui sait pourtant qu'il y a quelque part un syndicat, pas très nombreux, mais composé de gens

solides, tout prêts à prendre sa défense, même s'il n'est pas de chez eux.

La scission syndicale qui survient peu après, malgré tous les inconvénients qu'elle présente, a, au moins l'avantage d'amener, à peu près partout, la formation de syndicats unitaires, dirigés par des hommes résolus à l'action, et qui vont constituer ces « minorités agissantes » autour desquelles les masses ouvrières françaises sont traditionnellement habituées à se grouper au moment du combat.

Ceci eut pour conséquence que l'offensive patronale réussit beaucoup moins en France qu'en Grande-Bretagne ou en Italie. Certes, les salaires sont plus ou moins diminués, des heures supplémentaires sont instituées, on voit reparaître çà et là la journée de 9 heures et même de 10 heures, mais la situation de l'ouvrier français empire cependant moins que celle de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier italien à cause de la résistance spontanée qui surgit immédiatement.

Deux grandes grèves, l'une en 1921, celle des ouvriers textiles de la région du Nord, l'autre en 1922, celle des métallurgistes du Havre, toutes deux ayant pour objet de s'opposer à une diminution de salaires, constituent les deux principaux épisodes de cette résistance.

Aucune de ces deux grèves ne parvint à empêcher complètement la réduction de salaires, mais, selon l'expression consacrée et exacte, toutes deux se terminaient néanmoins par une victoire morale. L'enthousiasme qu'elles suscitaient dans l'ensemble de la classe ouvrière française, la résistance prolongée que les grévistes offrirent, les conditions dans lesquelles ils rentrèrent, montrèrent au patronat que s'il ne voulait point laisser trop de plumes dans la bataille, il ferait bien de ne pas la pousser à fond. L'offensive patronale ne put point se développer. Selon le mot très juste de Monatte, une digue fut élevée devant l'abaissement des salaires.

Dans son Conseil National d'octobre, sur la proposition de Gauthier, le secrétaire de l'Union Départementale de la Seine-Inférieure, qui, en cette qualité, avait suivi les grèves du Havre, et avait pu, là, mesurer exactement la volonté combative du prolétariat français, la C. G. T. U. décidait de commencer une grande campagne pour le relèvement des salaires. Des tournées de conférences furent organisées dans tout le pays, l'agitation engagée.

Comme si on n'attendait que ce mot d'ordre, on vit alors presque aussitôt des grèves surgir de tous côtés. Nous ne pouvons point donner des chiffres d'ensemble, parce que les statistiques des grèves paraissent en France avec beaucoup de retard, (les dernières que nous possédons sont celles de septembre), mais il n'y a aucun doute que le nombre des grèves, qui ne dépassait guère la vingtaine par mois à la fin de 1921, s'est considérablement accru les premiers mois de cette année. Il ne se passe pas de jours actuellement sans que trois ou quatre nouvelles grèves, au moins, ne soient signalées à l'*Humanité*. Et toutes ces

grèves sont des grèves *offensives*, ayant pour motif une demande d'augmentation de salaires.

En outre, nombreux sont les cas où une menace de grève n'a point de suite simplement parce que, comme le cas vient de se produire pour les 30.000 tisseurs de la région de Roanne, les patrons ont accordé satisfaction avant le déclenchement du mouvement.

L'offensive pour le relèvement des salaires est partie, et bien partie. Les syndicats de la C. G. T. U. qui en sont l'âme et l'ossature la porteront sans aucun doute à son maximum possible.

R. LOUZON.

Chronique Internationale

ETATS-UNIS

Dans les trente-cinq Etats de la libre Amérique, une loi dite du *syndicalisme criminel* est en vigueur depuis 1917. La bourgeoisie américaine applique ses lois comme bon lui semble et, lorsqu'elles lui paraissent insuffisantes, recourt sans embarras à des mesures exceptionnelles. Le procédé des arrestations en masses lui est coutumier.

Après le drame de Centralia, Michael Palmers, l'ancien procureur principal de la République des Etats-Unis, organisa ainsi de vastes razzias. En moins de 48 heures, 5.000 femmes et hommes environ furent arrêtés, sans choix, sans mandats, au hasard. On les garda des semaines dans les dépôts bondés, en les traitant avec la dernière brutalité.

A Lawrence (Massachusetts) pendant la grève du textile 900 ouvriers et ouvrières furent arrêtés. Pendant la grève des filatures de soie de Patterson (New-Jersey) près de 1.900 ouvriers et ouvrières furent emprisonnés sans la moindre raison plausible.

C'est une coutume. Les prisons des petites villes sont remplies d'ouvriers.

Et que n'a-t-on pas vu en fait de lynchage et de violences dans la rue ! Car, dans la répression, l'Amérique procède à la fois avec méthode et bestialité.

A Nord-Yakima (Washington) on a goudronné et emplumé — divertissements de bons Américains ; on plonge la victime dans un tonneau de goudron, puis on la roule dans des plumes — Frank M. Meyers ; à Sedro Wooley (Washington) D. S. Deitz ; à Stettin (Illinois) John L. Metzger, l'avocat-conseil des ouvriers d'industrie ; à Tulsa (Oklahoma) on a arrêté 17 membres de l'I. W. W., on les a transportés en autos hors de la ville, goudronnés et assommés ; ils en sont morts. A Bisbes (Arizona), on a arrêté 1.164 mineurs avec leurs familles, puis on les a déportés pour plusieurs mois à Colombia (New-Mexico). On a également déporté un grand nombre

d'ouvriers de Jérôme (Arizona) ; 7 militants des I. W. W. de Florenzo (Oregon), emmenés dans une forêt vierge, y ont été abandonnés à leur propre sort.

Les assommades d'ouvriers sont banales. A San Diego (Californie) Joe Marko est roué de coups jusqu'à perte de connaissance. A Everett (Washington) James Rowa subit le même traitement. A Lawrence (Massachusetts) les grévistes et leurs femmes sont l'objet de sévices. A Red Lodge (Montana) un militant I. W. W. assailli chez lui par la police, est pendu sous les yeux de sa femme et de ses enfants. A Franklin (New-Jersey) l'ouvrier John Alvila fut arrêté et pendu en plein jour, dans un bois voisin par la police et par des boutiquiers. On le dépendit pourtant avant qu'il ne fût mort, pour le rouer de coups. Après quoi le juge de l'endroit le condamna à trois années de réclusion.

A Birmingham (Alabama) plusieurs prévenus de l'I. W. W. furent exposés à la foire. On payait 25 cents pour voir « ces misérables ».

A la prison du comté de Sacramento les prévenus ouvriers R. J. Blanne, Ed. Burns, H. N. Ewans, James Nolan et Frank Travis, enfermés dans des cellules infectées de grippe espagnole, tombent malades et meurent sans avoir reçu aucun secours médical.

A Fresno (Californie), où la prison était bondée de révolutionnaires, on fit venir les pompiers pour inonder les enfermés dans les cellules. La bourgeoisie américaine applique à plusieurs reprises cette méthode à San-Diego (Californie).

A Centralia (Washington), l'ouvrier Wesley, extrait de prison, fut emmené hors de la ville, pendu, criblé de balles. On rapporta son cadavre à ses compagnons de cellule, que l'on obligea à l'enterrer.

Tous ces faits sont récents.

La mortalité est naturellement élevée dans les prisons américaines ; nombreux y sont les suicides et les cas de folie.

W. HAYWOOD.